



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

## Quarante-troisième session

## DOCUMENTS OFFICIELS

1503<sup>e</sup> séance

Mercredi 2 août 1967

à 15 h 20

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

## SOMMAIRE

	Pages
Conditions de travail dans la Salle du Conseil ( <i>reprise des débats de la 1500<sup>e</sup> séance et fin</i> ) . . . . .	191
Point 14 de l'ordre du jour:	
Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance . . . . .	191

**Président :** M. M. KLUSAK (Tchécoslovaquie).

**Présents :**

Les représentants des Etats suivants : Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Maroc, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Australie, Autriche, Brésil, Chine, Irak, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, République arabe unie, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

**Conditions de travail dans la Salle du Conseil**  
(*reprise des débats de la 1500<sup>e</sup> séance et fin*)

1. Le PRÉSIDENT informe le Conseil que, conformément à la décision prise à la 1500<sup>e</sup> séance, il s'est mis en rapport avec le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève et lui a fait part des observations qui avaient été formulées au sujet des conditions de travail dans la Salle du Conseil. Le Directeur général a chargé M. Palthey, Directeur général adjoint, d'exposer les vues du Secrétariat sur la question.

2. M. PALTHEY (Secrétariat) explique que la Salle du Conseil, construite vers 1935, est une salle de prestige, à laquelle s'attachent des souvenirs historiques. Elle a été conçue pour recevoir une centaine de participants pour des séances durant en moyenne deux heures ; aujourd'hui, elle reçoit de 250 à 300 personnes, voire davantage, et les séances durent de trois à quatre heures. Cependant, un plan de modernisation a été établi, et la Salle du Conseil doit être transformée assez

prochainement, non pas tant en ce qui concerne l'espace ou la disposition qu'en ce qui concerne le mobilier, les écouteurs, et, dans toute la mesure de ce qui est techniquement possible, la climatisation.

3. Si cette salle, dont il faut bien reconnaître qu'elle pêche sous le rapport de l'aération et du confort, a été choisie pour les réunions du Conseil économique et social, c'est en raison d'une vieille tradition. Au mois de juillet, il y a conflit pour l'utilisation de cette salle, et l'usage veut qu'on donne la préférence au Conseil en lui réservant la salle la plus prestigieuse. Quant à la température, l'été de 1967 est le plus chaud qu'on ait vu depuis douze ans. L'an prochain, le Conseil aura le choix entre plusieurs salles, et celle qu'il occupe actuellement aura été rajeunie et pourvue d'un mobilier neuf au parterre et remis à neuf sur les gradins.

4. Le PRÉSIDENT remercie le Directeur général adjoint de ses explications.

5. M. LOPEZ (Philippines) remercie le Directeur général adjoint des assurances qu'il a données. Il approuve que le caractère historique de la Salle du Conseil soit préservé, mais estime qu'elle doit être rendue plus confortable, car les délégations s'attendent à avoir plus de confort à Genève qu'à New York, ce qui n'est pas le cas. Il est d'avis que le rapport du Conseil à l'Assemblée générale fasse état des observations formulées et des assurances reçues.

6. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) dit que, venant d'un pays froid, il apprécie la chaleur et déteste la climatisation. D'autre part, aimant la tradition, il ne trouve rien à reprocher à la salle où le Conseil se réunit et il assure le Directeur général adjoint qu'il est très satisfait de l'actuel état de choses.

7. M. COSÍO VILLEGAS (Mexique) voit au contraire dans cet état de choses l'effet d'une certaine négligence et craint que certains ne considèrent pas que le plaisir de siéger à Genève mérite d'être payé par quelque inconfort. L'inconfort peut se supporter, mais le malheur est que les conditions de travail s'en ressentent.

8. Le PRÉSIDENT assure le représentant du Mexique que la question a été étudiée avec grand sérieux par le Secrétariat et qu'il sera tenu le plus grand compte de toutes les observations qui ont été faites.

**POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (E/4403 ; E/L.1179)**

9. M. WILLARD (Président du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) pré-

sente le rapport du Conseil d'administration du FISE sur sa session de juin 1967 (E/4403). Il dit que la dernière session du Conseil d'administration a été marquée par une parfaite entente entre les délégations et par un sentiment de confiance en l'avenir du FISE, qui va de l'avant et a su trouver un équilibre entre le maintien de sa personnalité particulière et la nécessité de coordonner ses activités avec celles des autres organismes des Nations Unies.

10. Après avoir retracé l'évolution du FISE depuis sa création, M. Willard rappelle que l'année précédente, au cours des délibérations du Conseil d'administration et lors de l'examen des activités du FISE par le Conseil économique et social, une certaine inquiétude s'était manifestée au sujet de la délimitation du domaine d'activité du FISE, délimitation jugée insuffisamment nette. Le Conseil d'administration a demandé au Directeur général du FISE de rédiger un rapport qui servirait, à la session de 1967, de base à l'examen de la stratégie, des critères et de l'ordre de priorité applicables à l'aide du FISE. Le Conseil d'administration a approuvé les conclusions de ce rapport (voir E/4403, par. 5 à 24). Le rapport du Directeur général ne proposait aucune innovation en ce qui concerne la politique fondamentale du FISE, mais il présentait un ensemble cohérent des divers éléments de la politique suivie. La recommandation centrale était que la méthode qui permettrait le mieux au FISE d'atteindre ses buts et d'utiliser ses ressources de façon efficace était l'approche par pays ; celle-ci consiste à accorder une aide en faveur de programmes prioritaires dans le contexte des efforts de développement des pays intéressés, l'ordre de priorité étant déterminé en accord avec chaque pays, compte tenu de la situation locale et sur la base d'une stratégie visant à créer les services nationaux permanents nécessaires en adaptant l'assistance aux diverses zones économiques du pays.

11. Les ressources du FISE étant très limitées, son rôle doit être celui d'un agent catalyseur assurant l'exécution de projets de démarrage dont le succès pourra attirer des ressources supplémentaires provenant des pays assistés ou de sources extérieures. Il s'ensuit que les projets bénéficiant d'une aide du FISE doivent être considérés comme suffisamment prioritaires par les autorités dont dépend l'affectation des ressources nationales pour recevoir un appui suffisant en personnel et en ressources. A cet égard, le mieux est de veiller à ce que les projets soient intégrés à un programme de développement national, s'il en existe. On peut aussi procéder par la méthode des fonds de contrepartie, à laquelle le FISE est resté fidèle tout au long de son histoire. M. Willard n'ignore pas que cette méthode a fait l'objet de certaines critiques en raison du fardeau financier qu'elle impose aux pays en voie de développement ; d'ailleurs, le Conseil d'administration du FISE a tenu compte de ce problème en appliquant depuis quelques années la politique dite de l'assistance spéciale. Il n'en est pas moins encourageant de constater que les projets bénéficiant d'une assistance du FISE reçoivent en moyenne des pays bénéficiaires deux fois et demie la valeur de l'aide que le FISE leur apporte, ce qui est considérable. Une autre conséquence du

caractère limité des ressources du FISE est la nécessité de donner la préférence à des projets à effet multiplicateur et de concentrer les dépenses sur des projets plus vastes et moins nombreux.

12. La méthode de l'approche par pays implique qu'il n'est ni possible ni souhaitable de fixer à l'avance des critères précis pour la répartition de l'aide entre les divers types de projets et entre les pays. Ce qui est essentiel, c'est la souplesse et le pragmatisme, qui ont d'ailleurs toujours caractérisé la méthode du FISE, l'assistance à un pays donné étant justifiée jusqu'au moment où elle cesse d'être nécessaire à ses enfants et à ses adolescents. Le Conseil d'administration a demandé au Directeur général de continuer d'étudier la situation et de présenter de temps à autre des données statistiques indiquant la répartition de l'aide entre les pays en fonction du produit national brut par habitant et du chiffre total de la population enfantine. Le Conseil d'administration a fait sienne la conclusion selon laquelle il y a lieu d'introduire des innovations dans les programmes, d'explorer de nouvelles méthodes de formation et d'obtenir l'appui des autorités locales et celui des organismes bénévoles. Il a accueilli avec satisfaction les efforts faits pour coordonner l'assistance du FISE avec celle des autres organismes des Nations Unies. D'autre part, il a approuvé des allocations s'élevant à plus de 50 millions de dollars, chiffre encore jamais atteint depuis les débuts de l'histoire du FISE, cette aide allant à 251 projets au total, dont 120 projets sanitaires, 35 projets nutritionnels, 29 projets de protection sociale et 57 projets relatifs à l'enseignement.

13. Il y a eu, par rapport aux années précédentes, une augmentation notable de la proportion de l'aide destinée à l'enseignement, champ d'activité relativement nouveau puisque le FISE n'a commencé d'y travailler qu'en 1961 ; à la fin de 1966, une formation avait été dispensée à 55 000 enseignants, et ce nombre s'accroîtra encore lorsque la mise en œuvre des nouveaux projets sera plus avancée. Sur les allocations approuvées pour 1967, plus de 3 millions de dollars sont destinés à l'achat de fournitures scolaires.

14. Dans le domaine de la santé, le Conseil d'administration a approuvé la fourniture d'une aide à la planification de la famille dans le cadre de services d'hygiène maternelle et infantile, approuvant ainsi les recommandations du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires. Cela signifie qu'en pratique l'aide en ce domaine sera fournie en réponse aux demandes des gouvernements, dans le cadre des services sanitaires nationaux, et non pas comme un type distinct d'assistance, le FISE n'assumant aucune responsabilité pour l'organisation et la gestion des programmes gouvernementaux en ce domaine.

15. La plupart des projets bénéficiant d'une aide du FISE prévoient la formation, dans les pays intéressés, de personnel destiné aux programmes d'aide à l'enfance ; à la fin de 1966, du matériel et des bourses avaient été fournis pour la formation de plus de 220 000 agents et travailleurs auxiliaires.

16. Le Conseil d'administration a examiné un certain nombre d'évaluations en plusieurs domaines, notamment

l'évaluation par l'OMS et le FISE de l'aide aux services d'hygiène maternelle et infantile pour la période 1960-1964.

17. En ce qui concerne la lutte contre le paludisme, le Conseil d'administration a noté que l'intérêt de certains pays avait commencé à faiblir, et il a approuvé la recommandation du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires selon laquelle le FISE et l'OMS devraient user de leur influence auprès des gouvernements des pays où cette lutte doit être poursuivie et les organismes internationaux seraient en droit de ne pas continuer leur aide aux pays qui ne fournissent pas les fonds de contrepartie nécessaires à l'exécution des programmes de lutte contre cette maladie.

18. M. Willard passe ensuite aux questions de nutrition. Il souligne en particulier que le Conseil d'administration a décidé que le FISE devrait à l'avenir veiller davantage à l'acceptabilité, sur le plan local, des mélanges alimentaires et à l'expansion des débouchés, afin de garantir la viabilité économique des projets avant de fournir les matériels nécessaires pour la production locale.

19. M. Willard souligne que le Conseil d'administration s'est déclaré convaincu que l'essentiel des ressources du FISE doit être consacré à des programmes à long terme, mais il a reconnu qu'il est du devoir du FISE d'agir rapidement lorsque le besoin d'une aide d'urgence se manifeste. En 1966 et 1967, une aide s'élevant à 2,5 millions de dollars est allée aux victimes de la sécheresse en Inde. A sa session de 1967, le Conseil d'administration a prié le Directeur général d'étudier les moyens par lesquels l'aide du FISE pourrait être fournie, avec la coopération des organismes de la Croix-Rouge, dans des situations d'urgence, dans les deux parties du Viet-Nam. Le Conseil d'administration a également pris des mesures pour fournir une aide aux enfants et aux mères victimes des opérations militaires au Moyen-Orient. Il a alloué 200 000 dollars à la Jordanie et a autorisé le Directeur général à dépenser une somme additionnelle de 300 000 dollars dans cette région si nécessaire. Pour l'instant, quelque 470 000 dollars ont été alloués pour l'aide d'urgence aux pays du Moyen-Orient, sous forme d'aide alimentaire, de médicaments, de couvertures et de véhicules.

20. En terminant, M. Willard souligne l'immensité des besoins et dit que l'aide globale n'a pas augmenté dans les proportions requises. Dans ces conditions, le Conseil d'administration a pris la seule mesure possible et raisonnable. Il a autorisé des allocations jusqu'à concurrence de 50 millions de dollars, en tirant sur ses modestes réserves et en acceptant un risque calculé, car, à moins que les recettes, qui sont actuellement de 40 millions de dollars, n'atteignent les 50 millions de dollars nécessaires, les allocations pourraient devoir être réduites les années suivantes. Au nom du Conseil d'administration du FISE, M. Willard demande donc au Conseil économique et social d'appuyer de toute son autorité son appel en faveur de fonds supplémentaires.

21. M. DELISLE (Canada) se félicite du programme approuvé par le Conseil d'administration du FISE pour 1968. Le Gouvernement canadien a toujours secondé le

FISE dans son entreprise, car il attache la plus haute importance à l'aide à l'enfance et à la préparation des jeunes à la vie adulte. La délégation canadienne constate avec satisfaction que la coopération internationale se développe d'une manière particulièrement encourageante au sein du FISE et que les Etats Membres ont approuvé à la quasi-unanimité les buts et les méthodes du Fonds. Sur le plan national, les comités nationaux pour le FISE accomplissent une œuvre humanitaire dans une vingtaine de pays et contribuent pour une bonne part au succès des programmes d'assistance. Le Comité canadien, pour sa part, recueille chaque année des sommes importantes au bénéfice du FISE. Pendant l'année écoulée, la collecte de fonds a dépassé 1 million de dollars. En 1966, le Gouvernement canadien a versé une contribution volontaire de 1 million de dollars au FISE et une contribution supplémentaire de 100 000 dollars destinée à honorer la mémoire des enfants qui ont péri au cours des catastrophes survenues à Aberfan au pays de Galles et à Dorian dans la province de Québec. Le Canada fournit également au FISE les services de fonctionnaires hautement qualifiés.

22. M. Delisle tient à exprimer les remerciements chaleureux de la délégation canadienne à M<sup>me</sup> Sinclair, Directeur général adjoint chargé des programmes, qui a servi pendant dix ans la cause du FISE avec un dévouement inlassable.

23. M. Delisle présente le projet de résolution déposé par la délégation canadienne et sept autres délégations au sujet du rapport du Conseil d'administration du FISE (E/L.1179). Le deuxième alinéa du préambule reconnaît que le FISE a une juste conception de son rôle et de ses objectifs pour ce qui est tant de répondre aux besoins immédiats de l'enfance que de préparer les jeunes à contribuer au développement économique et social de la nation. Le troisième alinéa note que le FISE ne néglige pas d'apporter une aide d'urgence aux enfants et aux mères. Le dernier alinéa prend note de l'accord qui s'est réalisé au sein du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires en ce qui concerne la planification de la famille. Il est bien entendu qu'une assistance ne sera accordée en cette matière qu'aux pays qui possèdent des services bien organisés d'hygiène maternelle et infantile et qui en feront la demande et que les programmes devront être approuvés par les services techniques compétents de l'OMS.

24. Le paragraphe 2 du dispositif félicite le FISE de sa coopération soutenue avec les autres organismes des Nations Unies, qui lui a permis de mener à bien les programmes d'assistance. Comme on le sait, le FISE est essentiellement financé par les contributions volontaires, et c'est pourquoi le paragraphe 5 adresse un appel aux gouvernements et aux organisations privées pour qu'ils augmentent leurs contributions de façon à permettre au FISE d'atteindre l'objectif de 50 millions de dollars en 1969.

25. La délégation canadienne invite les autres délégations à appuyer le projet de résolution.

*M. Zollner (Dahomey), vice-président, prend la présidence.*

26. M<sup>me</sup> MIRONOVA (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que l'objectif fondamental du FISE doit être d'assurer les conditions d'un développement harmonieux de l'enfant. Les programmes exécutés par le Fonds depuis plusieurs années ont prouvé leur efficacité et ils s'inscrivent dans le cadre d'une œuvre essentiellement humanitaire.

27. Depuis la création de l'Etat soviétique, la mortalité infantile a baissé de dix fois. Il existe en Union soviétique 72 000 pédiatres; 75 000 médecins suivent des cours d'obstétrique. L'Etat a créé tout un réseau d'institutions d'aide à l'enfance comprenant des polycliniques, des consultations pour nourrissons et pour jeunes enfants. Il s'efforce d'augmenter continuellement le nombre des hôpitaux et des centres d'hygiène maternelle et infantile.

28. La délégation soviétique approuve la revision des programmes d'assistance du FISE qui, à son avis, n'ont pas été toujours conformes aux objectifs fixés. Elle estime que le FISE ne doit pas s'intéresser principalement aux adolescents. L'éducation n'est pas de son ressort. Ce sont surtout les enfants âgés de moins de 15 ans qui doivent retenir son attention et en particulier ceux du groupe d'âge de 1 à 6 ans, période la plus critique de la vie de l'enfant. En outre, il paraît contraire aux objectifs fondamentaux du FISE de s'occuper de la planification familiale qui relève directement des familles et des gouvernements. La délégation soviétique ne pourra pas voter l'alinéa du préambule du projet de résolution qui traite de cette question.

29. M<sup>me</sup> Mironova s'inquiète également du pourcentage élevé que les dépenses administratives représentent dans le budget du FISE. Elle pense qu'une partie des fonds ainsi utilisés devrait être affectée directement au programme d'assistance à l'enfance.

30. Il ressort de l'analyse de la répartition des fonds que le solde inutilisé est plus important pour l'Afrique que pour les autres régions. M<sup>me</sup> Mironova voudrait en connaître les raisons. Il serait souhaitable que les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine puissent utiliser sans contrepartie l'assistance qui leur est fournie par le FISE. En outre, le Conseil d'administration doit examiner les causes du retard apporté à la mise en œuvre des programmes dans ces régions. Enfin, le FISE doit aider les pays en voie de développement à acquérir une expérience en matière d'aide à l'enfance en encourageant l'organisation de cycles d'étude et l'envoi de spécialistes. M<sup>me</sup> Mironova constate que le FISE n'a pas tiré pleinement parti jusqu'ici de l'expérience des institutions soviétiques.

31. D'autre part, elle estime inadmissible que le FISE fournisse une assistance à ceux qui commettent des agressions, directes ou indirectes. L'assistance doit aller aux enfants victimes de l'agression, que ce soit au Viet-Nam ou au Moyen-Orient, où des secours peuvent être directement acheminés par les bureaux du FISE au Caire et à Beyrouth et par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge. La délégation soviétique approuve la décision prise par le Conseil d'administration, à sa dernière session, d'accorder des secours d'urgence pour une somme de 1 million de

dollars aux enfants victimes des opérations militaires. M<sup>me</sup> Mironova demande au Président du Conseil d'administration de fournir des précisions sur l'application de cette décision.

32. En ce qui concerne le projet de résolution, M<sup>me</sup> Mironova dit que, pour les raisons qu'elle a indiquées précédemment, la Délégation soviétique ne pourra pas voter le cinquième alinéa du préambule, ni la première partie du paragraphe 3 du dispositif, qui ne correspond pas à la réalité.

33. M. KRISHNAN (Inde) se félicite de voir les programmes du FISE se développer constamment en portée et en profondeur. Son pays est reconnaissant au FISE de l'appui généreux qu'il lui apporte et, particulièrement, des secours d'urgence envoyés aux régions éprouvées par la sécheresse. Il remercie les comités nationaux du FISE et notamment le Comité canadien qui a fourni à l'Inde des outils de première nécessité.

34. M. Krishnan constate cependant une grande disparité dans la répartition des crédits par région, surtout au détriment de l'Inde où le montant total de l'assistance par habitant est plus faible que partout ailleurs. Le Gouvernement indien sait pertinemment que le FISE dispose de ressources très limitées. Aussi a-t-il décidé de porter sa contribution à 6 millions de roupies en 1969, ce qui représente une augmentation de 50 % par rapport à sa contribution de 1966. L'Inde versera une contribution supplémentaire de 500 000 roupies en 1967.

35. Le Gouvernement indien se félicite du rôle de plus en plus actif du FISE dans le domaine de la planification familiale. La décision prise à la dernière session du Conseil d'administration sur la base des recommandations du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires marque une étape importante dans cette voie.

36. La délégation indienne est heureuse de figurer parmi les auteurs du projet de résolution et espère que ce texte sera adopté à l'unanimité.

37. M. SQUIRE (Etats-Unis d'Amérique) souligne que, dans ses délibérations, le Conseil s'est montré pleinement conscient du fait que le FISE est une organisation humanitaire qui a assumé l'obligation morale d'aider les enfants malheureux. Les fluctuations politiques ne diminuent en rien une telle obligation; au contraire, elles ne font qu'accroître les responsabilités du FISE. Le temps est un facteur essentiel dans ce domaine, et il faut se rappeler que les programmes mis en œuvre ne sont pas destinés uniquement à profiter dans l'immédiat aux enfants, mais à les préparer à contribuer d'une façon plus complète et plus utile au développement économique et social de leur pays. En effet, le développement national d'un pays dépend dans une grande mesure des possibilités données à la jeunesse de grandir et de se développer normalement; il est également vrai que le niveau de développement d'un pays détermine les conditions dans lesquelles les enfants naissent, grandissent et deviennent adultes.

38. Les objectifs humanitaires que poursuit le FISE expliquent le soutien bénévole qu'il reçoit, notamment

de la part de particuliers et de groupes privés, dont les contributions représentent actuellement 20 % de ses recettes annuelles totales. Le Conseil d'administration a approuvé la recommandation du Directeur général visant à atteindre un objectif financier de 50 millions de dollars. Si le Conseil d'administration a pris cette décision audacieuse et accepté un risque calculé en tablant sur des recettes futures suffisantes pour maintenir le niveau des allocations de 1967, c'est parce que les besoins des enfants dans les pays en voie de développement sont si grands que les pays doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour soulager ces besoins dans les plus brefs délais. A titre d'exemple, M. Squire rappelle que 700 millions d'enfants âgés de moins de 15 ans vivent dans des pays où le revenu national par habitant est inférieur à 500 dollars et que 500 millions d'enfants vivent dans des pays où ce revenu est inférieur à 100 dollars.

39. M. Squire se félicite que de nombreux pays aient manifesté leur volonté d'accroître leur contribution au FISE. Il exprime l'espoir que le Gouvernement des Etats-Unis sera bientôt appelé à contribuer plus largement aux dépenses du FISE, comme il avait annoncé son intention de le faire, sous réserve de l'accord du Congrès, dans la mesure où d'autres pays augmenteraient leurs propres contributions.

40. Le programme approuvé par le Conseil d'administration du FISE montre que cet organisme donne une place importante à l'enseignement et à la formation professionnelle, qui reçoivent déjà un tiers des ressources disponibles. Les Etats-Unis sont convaincus de l'importance de l'enseignement et de la formation dans le développement et donnent leur appui à la décision du Conseil d'administration. Comme le souligne le Secrétaire général dans son rapport sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines dans les pays en voie de développement (E/4353 et Add.1 et Add.1/Corr.1), il est indispensable que les programmes d'enseignement soient réalistes et tiennent compte des besoins particuliers de chaque pays. Très souvent, les programmes devraient être améliorés afin de se rapprocher des objectifs souhaités. Aux Etats-Unis, on procède constamment à des modifications des programmes pour adapter l'enseignement aux conditions de vie qui ne cessent d'évoluer. C'est pourquoi tous les pays développés doivent se joindre aux efforts des pays en voie de développement qui tendent à élever le niveau de l'enseignement dispensé à leurs enfants et à assurer un lien plus étroit entre l'enseignement et la vie. Il est alarmant de constater que, dans les pays en voie de développement, plus de 50 % des enseignants n'ont pas reçu de formation professionnelle et que la pénurie aiguë de manuels scolaires constitue un obstacle sérieux à l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Les pays en voie de développement doivent faire face aussi au problème de l'abandon prématuré de l'école, qui ne fait qu'augmenter la gravité de l'analphabétisme.

41. M. Squire prend note avec satisfaction des efforts déployés en commun par le FISE et l'UNESCO pour évaluer dans six pays les résultats des projets relatifs

à l'enseignement réalisés grâce à l'aide du FISE. Une telle évaluation permettra au Conseil d'administration, lors de sa session de 1968, de revoir son programme et de disposer de données supplémentaires pour préparer l'avenir d'une façon rationnelle.

42. Le représentant des Etats-Unis se félicite que le FISE ait entrepris d'importants programmes en matière de santé et de protection de la mère et de l'enfant. Toutefois, il déplore que les allocations destinées à la nutrition soient restées au même niveau en 1966 et soient même légèrement inférieures à la moyenne de la période 1961-1965. Etant donné l'importance que revêt la nutrition pour améliorer la santé et le bien-être, il est indispensable que les programmes futurs lui accordent une place plus large. Il convient de remédier au manque de protéines dont les enfants souffrent dans de nombreux pays en voie de développement. Comme l'a déclaré le représentant des Etats-Unis à la 1420<sup>e</sup> séance du Comité économique, les Etats-Unis ont dépensé 24 millions de dollars en 1967 pour leurs activités de recherche et de mise au point d'aliments riches en protéines et ils envisagent d'accroître, en 1968, de 100 % la quantité d'aliments riches en protéines qu'ils distribuent et de 50 % les fonds consacrés à d'autres programmes dans ce même domaine.

43. Le Gouvernement des Etats-Unis se félicite que le Conseil d'administration ait adopté la recommandation du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires qui prévoit que le FISE pourra fournir, si les gouvernements le demandent, une aide en matière de planification de la famille, conçue comme partie intégrante des programmes d'hygiène maternelle et infantile. A ce propos, M. Squire rappelle que le Président des Etats-Unis a déclaré dans son message sur l'état de l'Union que l'humanité doit faire face à la course qui s'est engagée entre la production alimentaire et l'accroissement démographique. Il a préconisé que des mesures conjointes soient prises pour produire plus de denrées alimentaires et pour que les pays en voie de développement qui en ont le plus besoin entreprennent volontairement l'exécution de programmes de planification de la famille. C'est pourquoi M. Squire espère que les pays qui donnent à la planification de la famille une place prioritaire inscriront de tels programmes dans leurs demandes d'aide en matière d'hygiène maternelle et infantile.

44. Le représentant des Etats-Unis souligne l'importante contribution que le FISE apporte à l'émancipation de la femme. De nombreux projets du FISE dépendent de la compréhension et de la coopération des mères. En outre, la plupart des programmes d'aide à l'enfance sont exécutés par des femmes.

45. La délégation des Etats-Unis accueille favorablement l'invitation du Gouvernement chilien qui a proposé que la session de 1969 du Conseil d'administration du FISE se tienne à Santiago. Cette session permettra aux membres du Conseil d'administration de mieux comprendre les besoins des enfants en Amérique latine. Cela revêt une importance capitale car, dans cette partie du monde comme dans d'autres, il est inacceptable que des enfants aient faim dans leur corps et

dans leur esprit et soient privés de soins médicaux et d'enseignement.

46. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) dit que son gouvernement approuve l'optique nationale adoptée par le FISE dans son action en faveur du développement. Etant donné que les conditions et les besoins diffèrent considérablement d'un pays à l'autre, il est préférable de ne pas essayer d'établir un ordre général de priorité. En raison de ses ressources limitées, le FISE ne doit pas s'engager dans des projets trop vastes mis en œuvre dans un petit nombre de pays seulement; il lui faut toujours garder une certaine marge de manœuvre pour pouvoir faire face à des besoins nouveaux et être en mesure de préparer des projets pilotes, qui, s'ils donnent de bons résultats, doivent alors être financés par quelque autre source, afin que le FISE puisse se tourner vers des domaines où les besoins sont les plus grands.

47. Le représentant du Royaume-Uni se félicite des efforts déployés par le FISE pour coordonner ses activités avec celles d'autres organismes et pour fournir aux représentants résidents du PNUD des renseignements sur son action. Il convient avec la représentante de l'Union soviétique que l'enseignement relève de l'UNESCO et que la fin du deuxième alinéa du préambule va trop loin; les besoins de l'enfance sont presque illimités, et le FISE recevra difficilement des contributions suffisantes si son programme déborde les limites de son champ d'activité.

48. Le représentant du Royaume-Uni relève avec satisfaction que l'action du FISE dans le domaine de la planification familiale progresse de façon soutenue et il se félicite que le Conseil d'administration soit parvenu à ce sujet à un accord général sur la base d'une coopération étroite avec l'OMS; c'est pourquoi il appuie le cinquième alinéa du préambule du projet de résolution.

49. Il se déclare satisfait des mesures d'urgence qui ont été prises par le FISE pour aider les victimes de la crise du Moyen-Orient.

50. La délégation du Royaume-Uni souhaite que le rapport du Conseil d'administration du FISE soit distribué suffisamment à l'avance pour que le Conseil économique et social puisse le discuter de manière approfondie. Elle votera le projet de résolution si le deuxième alinéa du préambule est légèrement modifié, mais il ne faut pas y voir une indication que le Royaume-Uni peut, actuellement, répondre à l'appel adressé aux gouvernements pour qu'ils accroissent leurs contributions.

51. M. AZIMI (Iran) dit que, dans de nombreux pays en voie de développement, le niveau de développement très bas ne permet pas à la famille, à la communauté et à l'Etat de protéger les enfants; c'est pourquoi une aide internationale est indispensable pour subvenir aux besoins de millions d'enfants. En raison des besoins divers de chaque pays, l'aide du FISE dans le domaine de la santé, de la nutrition et de l'enseignement doit être adaptée à chaque cas et doit être fournie en étroite collaboration avec le pays intéressé. Il convient aussi d'accorder une importance particulière à l'aide

bilatérale et multilatérale, du fait des ressources limitées du FISE. Le FISE doit collaborer dans l'exécution de projets pilotes avec les comités nationaux, les gouvernements et les organisations techniques non gouvernementales, afin de trouver des solutions appropriées aux problèmes que posent les enfants et d'effectuer des travaux de recherche. Il est indispensable également que le FISE coordonne son action avec celle d'autres organismes des Nations Unies pour éviter les doubles emplois.

52. Le représentant de l'Iran estime qu'il est encourageant de constater que 51,4 % des allocations approuvées au titre du programme du FISE sont consacrées à la santé et notamment aux services sanitaires de base. Toutefois, malgré les nombreux efforts déployés, il existe de vastes régions qui ne bénéficient pas encore de services sanitaires suffisants. Il reste donc beaucoup à faire dans ce domaine. En ce qui concerne la lutte contre le paludisme, M. Azimi est heureux de constater les résultats positifs de la campagne d'éradication. Cependant, 619 millions d'êtres humains vivent encore dans des régions impaludées. Pour ce qui est de la tuberculose, les mesures qui ont été prises sont encourageantes. Il en va de même pour le pian et le trachome, mais des efforts plus importants doivent être entrepris dans la lutte contre la lèpre. M. Azimi relève avec satisfaction qu'en 1967 le FISE a consacré 12,8 % de ses allocations au programme de nutrition en faveur des mères et des enfants. Les efforts ont porté principalement sur la mise au point d'aliments riches en protéines. L'aide du FISE aux pays en voie de développement en matière d'enseignement et de formation professionnelle, en coopération étroite avec d'autres organismes des Nations Unies, a rendu de grands services. Il faut espérer qu'à l'avenir les programmes d'assistance disposeront de moyens plus importants afin que le FISE puisse remplir mieux encore sa tâche humanitaire. M. Azimi est convaincu que les corps du savoir, de l'hygiène et du développement peuvent jouer un rôle considérable dans les régions rurales. En Iran, leurs efforts ont abouti à des résultats très encourageants. L'Iran a bénéficié du concours très efficace du FISE, notamment en matière de santé, de nutrition, d'enseignement, d'éradication du paludisme, de formation d'assistants sociaux et de formation professionnelle. M. Azimi espère que cette aide du FISE se poursuivra à l'avenir avec autant de succès, afin que les jeunes puissent participer toujours plus et de façon plus utile au développement social et économique de leur pays.

53. M. BILLNER (Suède) souligne l'importance que son pays accorde au FISE et la confiance qu'il met en son Directeur général. Il se félicite que le Conseil d'administration ait approuvé à sa dernière session la politique à suivre en matière de planification de la famille. Il remercie M. Willard d'avoir accepté de rester une année encore à la présidence du Conseil d'administration et M<sup>me</sup> Sinclair pour tous les efforts qu'elle a déployés en tant que Directeur général adjoint chargé des programmes. Enfin, M. Billner dit que la délégation suédoise est heureuse de figurer parmi les auteurs du projet de résolution commun.

54. M. GREGH (France) déplore que le rapport du Conseil d'administration du FISE n'ait pas été distribué suffisamment à l'avance.

55. Parlant ensuite des débats qui se sont déroulés au Conseil d'administration en juin 1967, le représentant de la France souligne que le rapport du Directeur général sur l'état des travaux a constitué un guide précieux. Le FISE œuvre pour le bien de l'enfant pris comme un tout, c'est-à-dire à la fois comme un individu non formé et fragile et comme un élément de la société dont il préfigure l'avenir. Ainsi, l'aide à l'enfance se trouve intégrée dans un cadre beaucoup plus large, celui du développement de la famille et de la société.

56. En ce qui concerne les priorités, il est évident que le FISE ne peut fixer des ordres de priorité généraux dans des domaines tels que ceux de la santé, de l'éducation, de la nutrition, etc. Il est nécessaire que les pays définissent eux-mêmes les ordres de priorité pour leur développement national et que le FISE en tienne compte dans l'élaboration des programmes d'assistance. Même s'il se produit sur le plan technique un déplacement du centre de gravité de l'action internationale, les conditions particulières de certains pays peuvent imposer une attitude différente. Ainsi, malgré la décision du Conseil d'administration de ne pas entreprendre de nouvelles campagnes contre le paludisme, il est entendu que si des centres sanitaires nationaux entreprennent une action contre cette maladie le FISE peut leur accorder une aide. Pour ce qui est de la planification de la famille, seuls les gouvernements intéressés peuvent indiquer dans quelle mesure ils ont besoin de l'aide du FISE. C'est pourquoi le projet de résolution prévoit que les conclusions du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires serviront de principes directeurs pour l'établissement, à la demande de certains pays, de programmes d'assistance du Fonds en cette matière.

57. Il est indispensable que le FISE n'éparpille pas ses ressources et associe ses programmes aux plans nationaux de développement et aux programmes d'assistance d'autres organismes internationaux. Il y a lieu de se féliciter que le FISE se soit attaqué avec succès au problème de la coordination. Quant au programme d'aide à la scolarisation, entreprise avec le concours de l'UNESCO, le représentant de la France espère que le rapport d'évaluation qui sera soumis au Conseil d'administration en 1968 sera moins abstrait que les rapports précédents. Parlant ensuite des programmes d'urgence, M. Gregh souligne que le FISE doit continuer à consacrer une partie importante de ses ressources aux secours d'urgence. Le Conseil d'administration a d'ailleurs invité le Directeur général, à la demande de la France, à étudier les moyens d'accroître l'aide du FISE au Viet-Nam du Nord et au Viet-Nam du Sud, avec le concours de la Croix-Rouge. Le Conseil économique et social peut donc se féliciter que le FISE serve, sur le plan humanitaire, l'action des Nations Unies dans les régions qui sont éprouvées par des conflits.

58. Le représentant de la France souligne que l'objet du projet de résolution est d'attirer l'attention des gouvernements sur l'objectif financier de 50 millions de

dollars que le FISE a fixé afin de pouvoir remplir sa tâche avec plus d'efficacité. La France a accru sa contribution au FISE ; elle est passée de 1 100 000 dollars à 1 409 000 dollars en 1967. En terminant, le représentant de la France exprime l'espoir que le Conseil adoptera le projet de résolution.

59. M. JACHEK (Tchécoslovaquie) dit que son pays apprécie la mission humanitaire du FISE en faveur des millions d'enfants qui souffrent à la suite de l'oppression coloniale et raciste qui a sévi dans certains pays et des destructions de la guerre. Toutefois, le FISE ne dispose pas des moyens financiers nécessaires pour faire face à tous les besoins.

60. Le rapport du Conseil d'administration accorde une grande importance à la planification en faveur de l'enfance et de la jeunesse dans le développement national. Les résultats des conférences régionales qui se sont tenues en Amérique latine et en Asie à ce sujet semblent encourageants. La délégation tchécoslovaque est satisfaite par la déclaration du Directeur général qui envisage d'intensifier les travaux du Fonds en matière de planification.

61. M. Jachek approuve l'orientation des activités du Fonds, de même que ses efforts en vue d'accroître sa collaboration avec les autres organismes des Nations Unies, au niveau international et au niveau régional. Il souscrit aussi à la politique du Fonds qui se préoccupe du développement physique et intellectuel des enfants et les considère comme un tout.

62. La délégation de la Tchécoslovaquie appuie le projet de résolution. Toutefois, il serait bon d'apporter des amendements au cinquième alinéa du préambule et au paragraphe 3 du dispositif afin que ce texte puisse être adopté par l'ensemble des membres du Conseil.

63. En terminant, M. Jachek exprime la volonté de son pays de resserrer ses liens avec le FISE et d'examiner les possibilités d'établir une coopération sur une base plus concrète, de manière que le FISE puisse bénéficier, le cas échéant, des expériences de la Tchécoslovaquie.

64. M. COX (Sierra Leone) encourage le FISE à poursuivre sa collaboration avec les autres organismes des Nations Unies. L'aide aux enfants et aux mères doit demeurer l'objectif fondamental. Le Fonds doit également poursuivre ses efforts dans les domaines de la nutrition et de la lutte contre les maladies. M. Cox constate avec satisfaction que le FISE a su faire face à des situations critiques au Viet-Nam et au Moyen-Orient. La délégation du Sierra Leone votera le projet de résolution.

65. M. WILLARD (Président du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) dit que la distribution tardive du rapport dans toutes les langues de travail est due au fait que la session du Conseil d'administration s'est tenue en juin, ce qui laissait peu de temps au Secrétariat pour les travaux de traduction.

66. S'agissant des secours envoyés au Moyen-Orient, M. Willard rappelle qu'à sa séance du 13 juin 1967 le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité une proposition du représentant de la Yougoslavie tendant

à accorder une assistance immédiate aux enfants victimes des opérations militaires dans cette région. Le 16 juin, le Conseil d'administration a été informé que des secours médicaux et des couvertures pour les nourrissons avaient déjà été expédiés au centre de Beyrouth. D'autre part, une allocation de 200 000 dollars a été recommandée en faveur de la Jordanie. Une allocation de 60 000 dollars a été recommandée pour la Syrie et la République arabe unie, et la plupart des secours ont déjà été expédiés. Une allocation supplémentaire de 152 000 dollars a été recommandée depuis lors en réponse à une demande d'Israël relative à l'envoi de couvertures aux enfants et aux mères des régions occupées de la bande de Gaza et de la péninsule du Sinaï. Les rations alimentaires sont fournies par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

67. Le FISE fournit depuis de nombreuses années une aide à la République du Viet-Nam. Le Conseil d'administration a adopté à sa dernière session une proposition de la France tendant à étendre une aide d'urgence aux deux parties du Viet-Nam. En conséquence, le Directeur général du FISE s'efforce d'établir des contacts avec le gouvernement intéressé par l'intermédiaire des organisations de la Croix-Rouge.

68. M. Willard dit que le Conseil d'administration tiendra compte à sa prochaine session des observations formulées par les représentants de l'URSS et des Etats-Unis sur la nécessité d'équilibrer les programmes d'assistance. Il fait observer qu'il est difficile d'équilibrer la répartition des allocations par région, qui résulte essentiellement des demandes formulées par les gouvernements dans divers domaines.

69. En réponse à une observation de la représentante de l'URSS, M. Willard dit que, s'il ne fait aucun doute que le FISE a qualité pour s'occuper de l'enfance et de la jeunesse, il est parfois difficile de savoir à quel âge cette assistance doit prendre fin. Un grand nombre de pays attachent en effet une grande importance à l'orientation professionnelle des adolescents. C'est après avoir longtemps réfléchi à la question que le FISE a décidé de fournir une assistance en faveur de l'enseignement; de nombreux pays qui s'inquiètent particulièrement de l'insuffisance de l'aide internationale en matière d'enseignement accueillent favorablement un accroissement de l'assistance du FISE dans ce domaine. Les relations de coopération avec l'UNESCO sont d'ailleurs excellentes.

70. Pour ce qui est de la planification familiale, la position officielle du Conseil d'administration du FISE est que les recommandations du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires constituent des directives en vue d'une assistance éventuelle. Il appartient naturellement aux gouvernements de décider s'ils veulent recevoir une telle assistance. Il est d'ailleurs difficile de supprimer cette assistance lorsqu'elle s'intègre dans un programme concernant les services nationaux de santé. Il ne s'agit pas d'entreprendre des recherches de caractère scientifique, lesquelles sont de la compétence de l'OMS. Celle-ci devra approuver les projets d'assistance en matière de planification de la famille.

71. Enfin, s'agissant des dépenses administratives, le Conseil d'administration s'efforce de maintenir un rapport constant entre ces dépenses et les dépenses totales relatives aux programmes, mais cela n'a pas toujours été possible. Le FISE accorde une assistance à 116 pays et a constitué des services administratifs en conséquence. Il est difficile de réaliser des économies en limitant le nombre des projets. La situation se trouverait nettement améliorée si l'objectif financier de 50 millions de dollars pouvait être atteint en 1969. En ce cas, la part des dépenses administratives serait considérablement réduite.

72. En conclusion, M. Willard donne aux membres du Conseil l'assurance qu'il fera part au Conseil d'administration de leurs suggestions et de leurs observations constructives.

73. M. LAVALLE VALDEZ (Guatemala) remercie le Président du Conseil d'administration de sa présentation du rapport et saisit cette occasion de dire combien la délégation du Guatemala est reconnaissante au FISE de la tâche immense qu'il accomplit. Il apporte au Guatemala une collaboration efficace et appréciée dans le domaine sanitaire et dans celui de l'éducation.

74. M. Lavalles Valdez propose de rédiger comme suit le cinquième alinéa du préambule du projet de résolution :

« Notant que le Conseil d'administration a accepté que les conclusions du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires servent de principes directeurs pour l'établissement de programmes d'assistance du Fonds en matière de planification familiale, à la demande de certains pays dont les services nationaux de santé couvrent la planification familiale. »

75. M. COX (Sierra Leone) serait d'avis de faire commencer le même alinéa par les mots : « Notant avec satisfaction ».

76. M. LOPEZ (Philippines) juge que la manière dont le troisième alinéa du préambule est rédigé donne l'impression qu'un changement fondamental est intervenu dans l'ordre de priorité. Il propose de le remplacer par le texte suivant : « Notant avec approbation que le Fonds continue à fournir une aide d'urgence aux enfants et aux mères dans les cas où cela est nécessaire, tout en accordant une importance croissante aux programmes à long terme, ».

77. M. SQUIRE (Etats-Unis d'Amérique) propose d'ajouter les mots « avec approbation », après les mots « Prend note », au paragraphe 3 du dispositif. D'autre part, il serait disposé à appuyer la suggestion du Sierra Leone.

78. M<sup>me</sup> MIRONOVA (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle qu'on a fait valoir que les dépenses d'administration avaient augmenté de 20 %, que certains programmes demandaient à être revus et que le Président du Conseil d'administration avait lui-même admis certaines insuffisances. Elle demande en conséquence à la délégation des Etats-Unis de ne pas insister pour l'insertion d'une marque particulière d'approbation.

79. M. SQUIRE (Etats-Unis d'Amérique) accepte de retirer son amendement, mais espère qu'il ressortira du compte rendu que, de l'avis de la délégation des Etats-Unis, le Conseil d'administration mérite l'approbation qu'elle entendait lui marquer.

80. M. COX (Sierra Leone) dit que, pour ne pas compliquer la tâche du Conseil, il n'insistera pas pour que sa suggestion soit retenue.

81. M. WILLARD (Président du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) rappelle, au sujet du troisième alinéa du préambule, que la mission du FISE, à ses débuts, consistait uniquement à apporter des secours d'urgence nécessités par la situation créée par la guerre en Europe. Cette mission terminée, le FISE s'est tourné ensuite vers l'aide à l'enfance dans les pays en voie de développement, aide qu'il apporte dans le cadre de programmes à long terme essentiellement, tout en étant prêt à faire face éventuellement à des situations d'urgence. L'amendement proposé par le représentant des Philippines rend compte de cette évolution d'une manière satisfaisante, mais M. Willard tient à rappeler que l'action du FISE s'exerce au premier chef par le moyen de programmes à long terme.

82. Le PRÉSIDENT rappelle que le Conseil est saisi de deux amendements, celui du Guatemala au cinquième alinéa du préambule et celui des Philippines au troisième alinéa du préambule. Il demande aux auteurs du projet de résolution s'ils acceptent ces amendements.

83. M. DELISLE (Canada) croit pouvoir dire, au nom des auteurs du projet de résolution, qu'ils acceptent ces deux amendements.

84. M. SQUIRE (Etats-Unis d'Amérique) accepte l'amendement des Philippines. Quant à l'amendement du Guatemala, il lui paraît impliquer que seuls les pays dont les services nationaux de santé couvrent la planification familiale pourraient demander une assistance du FISE en cette matière, mais que les pays qui, n'ayant pas encore de programme de planification familiale, envisageraient d'en adopter, ne pourraient demander au FISE de les aider, ce qui ferait qu'aucun programme nouveau ne pourrait être institué.

85. M. ATTIGA (Libye) rappelle que la position de la Libye sur la question de la planification familiale est entièrement neutre. Il demande au Président du Conseil d'administration du FISE de donner des éclaircissements sur ce que serait l'attitude du Fonds au cas où des pays décideraient d'incorporer un programme de planification familiale à un programme social et non à un programme intéressant les services de santé, seul domaine où le Fonds puisse intervenir d'après la pratique qu'il a suivie jusqu'à présent.

86. M. WILLARD (Président du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) fait observer, en réponse à la question posée par le représentant de la Libye, qu'ainsi qu'il ressort expressément du paragraphe 44 du rapport du Conseil d'administration, l'assistance du FISE constituera une partie des

services de santé du pays qui fait la demande et non une catégorie distincte d'assistance.

87. M. FORSHELL (Suède) pense qu'en remplaçant les mots « services nationaux de santé » par les mots « politique nationale de santé », dans l'amendement du Guatemala, on couvrirait tous les cas, que la planification familiale soit comprise ou non dans des services nationaux de santé.

88. M. LAVALLE VALDEZ (Guatemala) fait observer que son amendement était un amendement de pure forme qui tendait à éviter que l'expression employée dans le texte original du projet de résolution : « le planning familial envisagé comme partie intégrante des services nationaux de santé », ne soit interprétée comme signifiant que les pays qui pourraient demander l'assistance du FISE seraient ceux qui pratiqueraient déjà la planification familiale. Le représentant du Guatemala souligne en outre que c'est en fait le pays qui fera la demande qui décidera d'incorporer la planification familiale à un service ou à un autre, sans que la responsabilité du FISE soit engagée. Il ajoute que son amendement ne doit pas être considéré comme une prise de position du Guatemala sur la question de la planification de la famille. Il déclare enfin pouvoir accepter l'amendement proposé par le représentant de la Suède.

89. M. ATTIGA (Libye) remercie le représentant de la Suède pour son amendement fort utile ; il propose toutefois de remplacer les mots « politique de santé » par les mots « politique sociale », terme ayant une portée assez large pour englober la planification familiale.

90. M. SQUIRE (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il pourrait approuver l'amendement proposé par le représentant du Guatemala si celui-ci et les auteurs du projet de résolution acceptaient que l'on y ajoute, après les mots « certains pays dont les services nationaux de santé couvrent la planification familiale », les mots « ou qui souhaitent instaurer des programmes à cet égard ».

91. M. LAVALLE VALDEZ (Guatemala) accepte la suggestion du représentant des Etats-Unis.

92. M. FORSHELL (Suède) pense que la meilleure formule serait de reprendre l'idée de la Libye, mais d'en élargir encore la portée en substituant aux mots « politique sociale » l'expression « politique nationale ».

93. M. GREGH (France) rend hommage au souci de perfectionnement qui anime les orateurs qui l'ont précédé, mais juge parfaitement acceptables l'amendement du Guatemala et le sous-amendement des Etats-Unis, qui lui paraissent répondre à toutes les préoccupations exprimées. Il n'approuve pas, au contraire, les amendements de la Libye et de la Suède, qui lui semblent aller au-delà de la compétence du FISE telle qu'elle est définie dans le passage du rapport cité par le Président du Conseil d'administration et qui est à la base du texte en discussion.

94. Le PRÉSIDENT dit que si les auteurs du projet de résolution ne s'y opposent pas, l'amendement des Philippines au troisième alinéa du préambule et l'amen-

dement du Guatemala au cinquième alinéa du préambule, modifié par le sous-amendement des Etats-Unis d'Amérique, seront apportés au texte initial.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le projet de résolution (E/L.1179), ainsi modifié, est adopté.*

95. M<sup>me</sup> MIRONOVA (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne s'est pas opposée à l'adoption de la résolution, mais elle demande qu'il soit pris note des réserves qu'elle a exprimées.

96. M. ATTIGA (Libye) note que le Président du Conseil d'administration a précisé que le FISE s'occuperait de planification familiale dans le cadre des services de santé. Il espère toutefois qu'il sera possible

au FISE de ne pas se cantonner dans une attitude rigide, étant donné que certains pays peuvent préférer incorporer la planification familiale à d'autres services que les services de santé.

97. M. WILLARD (Président du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) dit que la pratique veut que les demandes reçues par le FISE fassent partie intégrante des services de santé des pays qui sollicitent une aide et que le Fonds apporte son aide par la voie des services de santé. C'est là un point qui a donné lieu à de nombreuses discussions et au sujet duquel de nombreuses opinions ont été exprimées, mais la politique et la pratique du FISE ont abouti à la situation de fait actuelle.

La séance est levée à 19 h 10.